

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

*Dans la suite du présent document le Maître d'ouvrage est désigné « pouvoir adjudicateur ».*

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de la justice / Département immobilier de Lyon

### Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le chef du département Immobilier de Lyon

### *Objet du marché*

**Reconstruction de l'Etablissement de Placement Educatif (EPE) de Valence**

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
1-1. Objet du marché .....	3
1-2. Décomposition en tranches et en lots .....	3
1-3. Intervenants .....	3
1-4. Dispositions générales .....	4
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>7</b>
3-1. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	7
3-2. Variation dans les prix.....	8
3-3. Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	10
<b>ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES .....</b>	<b>10</b>
4-1. Délai de réalisation.....	10
4-2. Prolongation des délais d'exécution .....	10
4-3. Pénalités .....	10
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....</b>	<b>12</b>
5-1. Retenue de garantie .....	12
5-2. Avance.....	12
<b>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>13</b>
7-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	13
7-2. Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément.....	14
7-3. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	14
<b>ARTICLE 8. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX .....</b>	<b>16</b>
8-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	16
8-2. Réception, prise de possession ou mise à disposition anticipée de partie d'ouvrages .....	16
8-3. Documents fournis après exécution .....	16
8-4. Délai de garantie.....	16
<b>ARTICLE 9. RESILIATION.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>17</b>

## **ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché**

Les marchés portent sur les travaux de reconstruction de l'Etablissement de Placement Educatif (EPE) de Valence, rue de la Forêt.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

L'opération de travaux est allotie, et comporte 15 lots :

- Lot n°1 : TERRASSEMENT - COMPACTAGE DYNAMIQUE
- Lot n°2 : GROS-ŒUVRE
- Lot n°3 : MACONNERIE BRIQUES DE PAREMENT / ISOLATION THERMIQUE EXTERIEUR
- Lot n°4 : CHARPENTE LAMELLE-COLLE / BOIS MASSIF
- Lot n°5 : COUVERTURE METALLIQUE
- Lot n°6 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM
- Lot n°7 : METALLERIE - SERRURERIE - PORTAILS
- Lot n°8 : PLATRERIE - PEINTURE - FAUX PLAFOND
- Lot n°9 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS
- Lot n°10 : CHAPES - CARRELAGES - FAIENCES - SOLS SOUPLES
- Lot n°11 : CHAUFFAGE - VENTILATION
- Lot n°12 : PLOMBERIE - SANITAIRES
- Lot n°13 : ELECTRICITE - SSI
- Lot n°14 : VRD - CLOTURES - ESPACES VERTS
- Lot n°15 : EQUIPEMENTS DE CUISINE

### **1-3. Intervenants**

#### **1-3.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article 134 du CMP, l'attestation d'assurance du sous-traitant de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-4.3. Ci-après.

#### **1-3.2. Maîtrise d'œuvre**

L'équipe de maîtrise d'œuvre est composée comme suit:

Architecte:  
Studio GARDONI  
77, rue Duquesne 69006 Lyon  
[contact@studiogardoni.fr](mailto:contact@studiogardoni.fr)

Economiste :  
Euromètre  
Le Champel, 14 chemin du Mas de Valeyre  
07200 Saint Sernin

BET fluides :  
STREM  
32, rue Barreme  
69006 Lyon

BET Structure  
COGECI  
Immeuble le Woopa, 10 Av des Canuts  
69120 Vaulx-en-Velin

L'équipe est chargée d'une mission comprenant :

Les d'esquisse (ESQ) ;  
Les études d'avant-projet sommaire (APS)  
Les études d'avant-projet définitif (APD)  
Les études de projet (PRO) ;  
L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;  
Les études d'exécution (EXE) ;  
La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;  
L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

### **1-3.3. Contrôle technique**

La mission de contrôle technique est assurée par la société Qualiconsult, Agence de Valence,  
85 Allée du Merle / Immeuble de la Rotonde  
26500 Bourg les Valence  
Tél : 04.75.82.12.11.

Les missions confiées au contrôleur technique sont les suivantes :

- sécurité des personnes dans les ERP (Mission **SEI**),
- solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables (Mission **L**),
- Isolation thermique et économie d'énergie (mission **Th**)
- Relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes Handicapées (mission **Hand**)
- Sécurité des personnes en cas de séisme (Mission **PS**)

### **1-3.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)**

La mission est confiée à  
AASCO Rhône Alpes (AASTUS)  
19 Chemein de Reveret  
38690 BIOL  
Tel : 04.74.83.78.82

### **1-3.5. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier**

La mission est confiée à :  
ACE BTP Agence Rhône Alpes  
Espace Brinon, 33-35 rue Alfred Brinon  
69100 Villeurbanne  
Tel : 07.72.65.60.65

## **1-4. Dispositions générales**

### **1-4.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants, quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 46.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

#### **1-4.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En application de l'article R 324-7 du Code du Travail (ancien) devenu articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail (nouveau), le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés dans les conditions fixés à cet article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, la personne publique, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article 324-7 du code du travail (ancien) devenu articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail (nouveau).

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du Code des Marchés Publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

#### **1-4.3. Assurances et responsabilité.**

##### **1-4.3.1 Responsabilités**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### **1-4.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### **1-4.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale**

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, l'entreprise déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

Les entreprises titulaires justifieront de leur police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de leur société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil .

#### **1-4.3.4 Dispositions communes**

***Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG***, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc. ...)

Le titulaire qui met en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **1-4.4. Réalisation de prestations similaires**

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire de chaque lot la réalisation de prestations similaires à celles de leur marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article 30 I 7° du Code des Marchés Publics.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

*Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG*, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

### **A - Pièces particulières**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes à compléter, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et les plans qui y sont annexés dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les plannings prévisionnels d'exécution des travaux par site ;
- Le mémoire technique et méthodologique fourni par le candidat retenu à l'appui de son offre

**Nota :** la décomposition du prix global forfaitaire fournie avec l'offre décompose les ouvrages et permet l'établissement des décomptes de travaux. Le cas échéant, les prix d'unités et prix unitaires d'ouvrages permettent l'évaluation des travaux modificatifs ou des travaux supplémentaires.

### **B - Pièces générales**

Les documents applicables sont :

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvés par arrêté du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux en vigueur à la date de notification du marché.

## **ARTICLE 3. PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

#### **3-1.1. Prix du marché**

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous éléments afférents à l'exécution des travaux ; il reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son acte d'engagement :

- apprécié toute difficulté inhérente au site, aux difficultés d'approvisionnement et d'accès, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc...,
- contrôlé les indications des documents du dossier de consultation des entreprises,

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global forfaitaire. Les prix sont hors TVA et sont établis :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur ;
- En tenant compte des installations et du fonctionnement de chantier décrits à l'article 7-3 ci-après, et au CCTP du lot concerné et des interactions avec les autres lots.

### **3-1.2. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires**

Les demandes de paiement mensuelles sont adressées selon 3 possibilités :

- en trois exemplaires papiers à la maîtrise d'œuvre, qui les visera avant de les adresser au Maître d'Ouvrage ;
- par mail, adressé au maître d'œuvre avec copie au Maître d'Ouvrage ;
- soit en utilisant la procédure **Chorus-Pro c'est solution a les faveurs du maître d'ouvrage**.

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions des articles 13.1, 13.2.1. et 13.2.2 du CCAG travaux.

Pour l'établissement du décompte général et définitif, il sera fait application des articles 13.3 et 13.4 du CCAG travaux.

Le mode de règlement est le virement bancaire. Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception de la demande de paiement mensuelle par le maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

### **3-1.3. Augmentation du montant des travaux.**

En l'absence de la décision prévue à l'article 15.4.2 du CCAG et *par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG*, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA. Les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

### **3-1.4. Approvisionnements**

Il ne sera pas versé d'acomptes sur approvisionnements.

## **3-2. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### **3-2.1. Forme des prix**

Les prix sont révisables, suivant les modalités fixées aux articles 3-2.2 à 3-2.4.

### **3-2.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).



### 3-2.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisis en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet des différents lots sont récapitulés dans le tableau ci-après. Ils sont consultables sur le site de l'INSEE.

	Désignation	Index
Lot n° 1	TERRASSEMENT - COMPACTAGE DYNAMIQUE	TP 01
Lot n° 2	GROS-ŒUVRE	BT 06
Lot n° 3	MACONNERIE BRIQUES DE PAREMENT / ISOLATION THERMIQUE EXTERIEUR	85% BT 05 + 15% BT 52
Lot n° 4	CHARPENTE LAMELLE-COLLE / BOIS MASSIF	BT16a
Lot n° 5	COUVERTURE METALLIQUE	BT49
Lot n° 6	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	BT43
Lot n° 7	METALLERIE - SERRURERIE - PORTAILS	BT42
Lot n° 8	PLATRERIE - PEINTURE - FAUX PLAFOND	75% BT08 + 25% BT46
Lot n° 9	MENUISERIES INTERIEURES BOIS	BT18
Lot n° 10	CHAPES - CARRELAGES - FAIENCES - SOLS SOUPLES	BT09
Lot n° 11	CHAUFFAGE - VENTILATION	60% BT 40 + 40% BT41
Lot n° 12	PLOMBERIE - SANITAIRES	BT38
Lot n° 13	ELECTRICITE - SSI	BT47
Lot n° 14	VRD - CLOTURES - ESPACES VERTS	TP01
Lot n° 15	EQUIPEMENTS DE CUISINE	BT01

### 3-2.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,10 + 0,90 \cdot (I_{[n-4]} / I_{[0-4]})$$

avec :  $I_{0-4}$  Par dérogation au 10.4.4 du CCAG travaux, valeur de l'index du mois d'établissement des prix moins 4 mois ;

$I_{n-4}$  Par dérogation au 10.4.4 du CCAG travaux, Valeur de l'index du mois de réalisation des prestations moins 4 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Pour la mise en œuvre de cette formule et par dérogation à l'article 11.4 du CCAG travaux, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

### 3-2.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

### **3-3. Modalités de paiement direct des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu par le décret 2013-169. Ce délai court à compter de la réception par le maître d'œuvre de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

### **4-1. Délai de réalisation**

Le délai de réalisation du marché est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

#### **4-1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution.**

Le calendrier prévisionnel d'exécution est joint au dossier de consultation d'entreprise.

Il fixe les délais successifs des interventions de l'entreprise par site dans le respect du délai global du marché.

#### **4-1.2. Calendrier détaillé d'exécution**

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation des titulaires des différents lots, durant la période de préparation, dans le respect du délai d'ensemble du marché.

Il est notifié par ordre de service aux titulaires des différents lots et se substitue alors au calendrier prévisionnel. Tant que ce calendrier n'est pas substitué au calendrier prévisionnel annexé au DCE, c'est ce dernier qui est en vigueur.

Au cours du chantier et avec l'accord de l'entrepreneur, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai de réalisation fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement. Ce calendrier modifié est notifié par un ordre de service du maître d'œuvre au titulaire.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu des dispositions complémentaires suivantes :

Aucune prolongation de délai ne pourra être accordée par le maître de l'ouvrage sans une demande expresse formulée par lettre recommandée de l'entreprise au maître de l'ouvrage dans un délai de CINQ (5) jours après l'événement motivant la demande de prolongation.

### **4-3. Pénalités**

*Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG*, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

*Par dérogation à l'article 48.1 du CCAG*, l'ensemble des pénalités est encourue sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat. Elles ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix. Elles ne sont pas assujetties à la TVA. Les montants inscrits ci-dessous sont hors taxe.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle d'achèvement de la prestation.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Les dispositions suivantes sont appliquées comparativement au calendrier d'exécution prévu à l'article 4-1.2 ci-dessus.

*Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG*, du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, le titulaire encourt une pénalité journalière de 1/1000<sup>e</sup> du montant initial du marché évalué en prix de base avec un minimum de **200 € HT**, par jour calendaire de retard.

#### **4-3.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier sont réputés compris dans le délai d'exécution des travaux.

A la fin des travaux, à la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 200 € par jour calendaire.

#### **4-3.3. Documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 8-3, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière fixée à 100 € par jour calendaire.

#### **4-3.4. Période de préparation**

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 7-1 ci-après, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière fixée à 1/1000<sup>e</sup> du montant initial du marché évalué en prix de base avec un minimum de **200 € HT**, par jour calendaire de retard.

Cette retenue est recalculée et transformée en pénalité définitive, si le titulaire n'a pas achevé l'ensemble de ses obligations au terme du délai de la période de préparation ;

#### **4-3.5. Rendez-vous de chantier**

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier, non excusé par le maître d'œuvre, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité fixée à 120 € par absence.

#### **4-3.6. Pénalités diverses.**

**4.3.6.1.** En cas de retard dans le respect de tout engagement pris par le titulaire en réunion et mentionné au compte rendu de chantier et non contesté par celui-ci, sous un délai de 48 H, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150 € par jour calendaire.

**4.3.6.2.** En cas de non-respect de ses obligations de tri des déchets de chantier (mauvaise utilisation des bennes, mélange des différents types de déchets, non enlèvement.....), le titulaire encourt une pénalité par infraction fixée à 150 €.

**4.3.6.3.** En cas d'avis défavorable ou de réserves émis par la maîtrise d'œuvre ou le bureau de contrôle à l'encontre d'études à charge du titulaire, ce dernier devra produire l'étude ou les études modifiées sous un délai de 5 jours. En cas de non-respect de ce délai, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150 € par jour calendaire.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

#### **5-1. Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

#### **5-2. Avance.**

Une avance est versée au titulaire si les conditions de l'article 110 du code des marchés publics sont remplies et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Sous réserve des dispositions de l'article 115 du code des marchés publics, son montant est égal à 5 % du montant, toutes taxes comprises, initial du marché.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.7 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché (y compris la période de préparation).

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

En cas de déclaration de sous-traitance après la notification ou en cours d'exécution, l'avance trop payée au titulaire sera déduite des sommes à lui verser sur les acomptes suivants.

## **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Les CCTP fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Les CCTP définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Les CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

En complément de l'article 23 du C.C.A.G., il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du C.S.T.B. Dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, l'entrepreneur doit justifier de cet accord.

## **ARTICLE 7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **7-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation dont les délais sont définis à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

#### **7-1.1 Opérations à charge du maître d'ouvrage / du chef d'établissement**

- Libération des zones de travaux
- Libération des zones d'accès, de stockage, et d'installations de chantier
- Mise au point des modalités d'accès, de circulation de chantier

#### **7-1.2 Opérations à charge du maître d'œuvre**

- Elaboration de la liste des études d'exécution, notes de calcul et plan de chantier à produire par les entrepreneurs, par lot, en concertation avec les entreprises
- Les études d'exécution nécessaires pour les travaux dans les conditions prévues à l'article 29.1 du CCAG. Elaboration en tant que de besoin des études de synthèse.
- Assistance à l'OPC pour élaboration du calendrier détaillé d'exécution visé au 4-1 ci-dessus en concertation avec les entrepreneurs et notification.

#### **7-1.3 Opérations à charge du Bureau de Contrôle**

- Visa des études d'exécution ;

#### **7-1.4 Opérations à charge des titulaires de chaque marché de travaux**

*Par dérogation à l'article 28.2 3 du CCAG*, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, **dans le délai de 10 jours** calendaires suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Ce programme comporte notamment :

- Etablissement des études, notes de calcul et plans de chantier nécessaires à la définition des ouvrages et/ou demandés par le maître d'œuvre
- Fournitures des essais, PV et tout autre document technique demandés par le maître d'œuvre et/ou le bureau de contrôle
- Fourniture des échantillons ou nuanciers pour choix par le maître d'œuvre
- Etablissement des plans d'installations de chantier,
- Dispositions pour la protection des existants et des conditions d'accès pour le chantier
- Réalisation des PPSPS

**Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'ordre de service du maître d'œuvre.**

Dans le cadre de la loi du 4/1/78 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance construction, tous les plans d'exécution et notes de calcul doivent être visés par le contrôleur technique mentionné à l'article 1-3.3 du présent CCAP, celui-ci donnera son avis dans un délai de 5 jours.

La diffusion des documents émis par le maître d'œuvre au cours du chantier est à la charge du titulaire du lot intéressé. Les reproductions des documents sont à la charge du titulaire du lot concerné.

## **7-2. Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément**

L'entrepreneur est tenu de fournir au Maître d'œuvre, à ses frais, tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément conformes au CCTP, et ce dans les délais prévus par celui-ci, où à défaut avant l'expiration de la période de préparation.

Aucune commande de matériel ne peut être passée par l'entrepreneur sinon à ses risques et périls tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant ne lui a pas été notifiée par le Maître d'Œuvre.

## **7-3. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

### **7-3.1. Installations des chantiers de l'entreprise**

#### **7-3.1.1 Base vie**

Selon CCTP

#### **7-3.1.2 Stockage**

Selon CCTP

#### **7-3.1.3 Etat des lieux avant travaux**

Voir les stipulations dans l'article généralité du CCTP.

Les désordres non relevés lors de ce constat seront réputés découler de la réalisation des travaux, et imputés au titulaire du marché.

#### **7-3.1.4 Alimentation électrique de chantier**

Il appartiendra à l'entreprise titulaire de mettre en place les coffrets de chantier avec les protections adaptées permettant de sécuriser les points de branchement et éviter tout désagrément pour le reste de l'installation pour les travaux de son lot, sur chaque site.

#### **7-3.1.5 Balisage, protections**

En complément des dispositions du CCTP, le titulaire à la charge :

- De l'ensemble des démarches liées à l'occupation temporaire du domaine public ou à la modification de la circulation
- de garantir le clos et la sureté du site, en particulier les nuits et week-end ;

#### **7-3.1.6 Panneau de chantier**

Selon CCTP.

### **7-3.2. Fonctionnement du chantier**

#### **7-3.2.1 Fluides**

Les frais de branchements et canalisations pour les dessertes d'eau et d'électricité des zones de travaux demeurent à la charge des lots respectifs et gérer dans la cadre d'un compte prorata éventuel.

#### **7-3.2.2 Nettoyage de chantier**

Pour le nettoyage du chantier, le titulaire doit :

- laisser quotidiennement le chantier et les abords de chantier propres et libres de tous déchets après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- trier et évacuer ses déchets de chantier conformément à la législation en vigueur ;

En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage se réservent la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans un délai de 48 heures, de faire intervenir aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieure. Dans le cas où l'entreprise défaillante ne serait pas clairement identifiable, cette charge serait imputée à l'ensemble des entreprises présentes sur chantier suivant une clé de répartition définie et notifiée par l'architecte après constat.

L'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

#### **7-3.2.3 Nettoyage et remise en état de livraison**

Préalablement à la réception le titulaire doit un nettoyage soigné des ouvrages qu'il a réalisés, et une remise en état des lieux avoisinants.

En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage se réservent la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans un délai de 48 heures, de faire intervenir aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise extérieure. Dans le cas où l'entreprise défaillante ne serait pas clairement identifiable, cette charge serait imputée à l'ensemble des entreprises présentes sur chantier au prorata du montant de leurs marchés.

#### **7-3.2.4 Garde du chantier, sureté du site**

Le titulaire est responsable d'assurer la garde de ses ouvrages, approvisionnements et installations réalisées, et ce jusqu'à la date de réception de son marché.

Le titulaire est responsable d'assurer la parfaite sureté du site et d'empêcher toute pénétration à l'intérieur du bâtiment.

### **7-3.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

#### **7-3.3.1 Principes généraux**

Le titulaire a l'obligation de se conformer aux dispositions des articles R4511-1 et suivants du code du travail (travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure).

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect de ces dispositions.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

#### **7-3.3.2 Coordonnateur SPS**

Les prescriptions formulées par le CSPS seront à respecter.

## ARTICLE 8. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

### 8-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les stipulations du CCAG, des CCTG et du CCTP sont seules applicables.

### 8-2. Réception, prise de possession ou mise à disposition anticipée de partie d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### 8-3. Documents fournis après exécution

En application de l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre, au plus tard un mois à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux, le projet de Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au format informatique sur CD-ROM, comprenant notamment :

- les fiches techniques des produits mis en œuvre, les certificats ou procès-verbaux d'essai des produits,
- les notes de calcul, de dimensionnement,
- les notices de fonctionnement et préconisations d'entretien des ouvrages et équipements établies conformément aux prescriptions des normes françaises en vigueur et recommandation des fournisseurs ;
- les plans d'exécution et de localisation des ouvrages et autres documents conformes à l'exécution.

Après visa du maître d'œuvre, le titulaire lui remet le DOE définitif, éventuellement complété ou corrigé, en 3 exemplaires papier pliés au format normalisé A4. Le DOE définitif est également remis au format informatique sur CD-ROM, avec les éventuels plans au format AUTOCAD ou directement compatible (DWG ou DXF).

### 8-4. Délai de garantie

Outre la garantie de parfait achèvement d'une durée de un an, à partir de la réception de l'ouvrage, les équipements techniques bénéficieront en plus d'une garantie de bon fonctionnement pendant une durée **de 2 ans** à compter de la date de réception de l'ouvrage.

## ARTICLE 9. RESILIATION

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 48 du CCAG travaux, l'***inexactitude*** des renseignements prévus par le CMP à l'article 44 et au I de l'article 46 peut entraîner, sans mise en demeure préalable ***par dérogation au 48.1 du CCAG travaux***, la résiliation du marché par décision du représentant du pouvoir adjudicateur aux frais et risques du déclarant.

En cas de ***non production*** des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou articles D.8222-7 et D.8222-8 du **Code du Travail** conformément au 1° du I de l'article 46 du CMP, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par l'article 1-6 du présent CCAP. Cette résiliation intervient après mise en demeure restée infructueuse. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Dans l'hypothèse où le titulaire ***disparaîtrait*** par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant du pouvoir adjudicateur des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complété par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 48 du CCAG.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.



## **ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP 1-4.3.4	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2		4.1 du CCAG
CCAP .3.1.3		15.4.3 du CCAG
CCAP 4-3		20.4 et 48.1 du CCAG
CCAP 4.3.1		20.1 du CCAG
CCAP 7.1.4		28.2.3 du CCAG
CCAP 9		48.1 du CCAG